

L'ILLUSTRATION



LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE : COMBAT DE RUE A TOLÈDE, A L'ABRI D'UN TANK

Voir plus loin les autres photographies sur les événements d'Espagne.

AVEC CE NUMÉRO L'ABONNEMENT N° 1 COMPREND " LA PETITE ILLUSTRATION " CONTENANT

UN NOUVEAU ROMAN

« JESUSA DE GUIPUZCOA », par GEORGES BARBARIN

(En deux parties — I.)

TARIF DES ABONNEMENTS

Depuis le 1^{er} novembre 1932, "L'ILLUSTRATION" a réduit ses tarifs. Elle met, désormais, à la disposition de ses abonnés et lecteurs trois catégories d'abonnements.

L'**abonnement n° 1**, qui ne présente aucun changement par rapport à l'ancien abonnement unique, se compose des 52 numéros annuels, dont 3 spéciaux, et des fascicules de "La Petite Illustration" joints à chacun des numéros d'actualités.

L'**abonnement n° 2** comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 spéciaux, sans la collection de "La Petite Illustration".

L'**abonnement n° 3** est formé seulement des numéros d'actualités, au nombre de 49, à l'exclusion des 3 numéros spéciaux annuels et de "La Petite Illustration"; en outre, il n'est pas accepté pour 3 mois.

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3
Un an . . .	185 francs.	160 francs.	130 francs.
6 mois . . .	95 francs.	85 francs.	68 francs.
3 mois . . .	50 francs.	44 francs.	(Supprimé.)
Deux ans . .	350 francs.	300 francs.	250 francs.

ÉTRANGER :

I - PAYS EXIGEANT DES JOURNAUX LE PLEIN TARIF D'AFFRANCHISSEMENT (c'est-à-dire tous les pays non compris dans les tableaux qui suivent)

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3
Un an . . .	376 francs.	321 francs.	275 francs.
6 mois . . .	194 francs.	165 francs.	142 francs.
3 mois . . .	99 francs.	84 francs.	(Supprimé.)

II. - PAYS ACCORDANT AUX JOURNAUX UNE RÉDUCTION D'AFFRANCHISSEMENT DE 50 0/0

AFRIQUE DU SUD (Union), ALBANIE, ALLEMAGNE, ARGENTINE, AUTRICHE, BRÉSIL, BULGARIE, CANADA, COLOMBIE, CONGO BELGE, CUBA, DANTZIG, ÉGYPTÉ, ESTHONIE, ÉTHIOPIE, FINLANDE, GRÈCE, GUYANE HOLLANDAISE, HEDJAZ, HOLLANDE, HONGRIE, IRAK, IRAN, LETTONIE, LIBÉRIA, LITHUANIE, MEXIQUE, COLONIES PORTUGAISES, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, TERRE-NEUVE, TURQUIE, U. R. S. S., URUGUAY, ÉTAT DU VATICAN, VENEZUELA, YOUgoslavie

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3
Un an . . .	281 francs.	241 francs.	203 francs.
6 mois . . .	145 francs.	124 francs.	105 francs.
3 mois . . .	74 francs.	63 francs.	(Supprimé.)

III. - PAYS ACCORDANT AUX JOURNAUX UNE RÉDUCTION D'AFFRANCHISSEMENT SUPÉRIEURE À 50 0/0

CHILI, COSTA RICA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, ÉQUATEUR, GUATEMALA, HAÏTI, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, SALVADOR

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3
Un an . . .	260 francs.	225 francs.	186 francs.
6 mois . . .	134 francs.	116 francs.	96 francs.
3 mois . . .	68 francs.	59 francs.	(Supprimé.)

Avis important. — Tous les prix ci-dessus sont acceptés au cours du change dans la monnaie du pays du souscripteur ou toute autre monnaie étrangère pourvu qu'elle soit négociable.

IV. - PAYS LIMITROPHES OU DANS LESQUELS "L'ILLUSTRATION" POSSÈDE UNE ORGANISATION SPÉCIALE

PAYS	MONNAIE	ABONNEMENT N° 1			ABONNEMENT N° 2			ABONNEMENT N° 3		PAYS	MONNAIE	ABONNEMENT N° 1			ABONNEMENT N° 2			ABONNEMENT N° 3	
		UN AN	6 MOIS	3 MOIS	UN AN	6 MOIS	3 MOIS	UN AN	6 MOIS			UN AN	6 MOIS	3 MOIS	UN AN	6 MOIS	3 MOIS	UN AN	6 MOIS
Belgique	Fr. belges	395 »	203.50	103.50	340 »	175 »	89 »	280 »	144 »	Principauté de Monaco	Fr. franç.	185 »	95 »	50 »	160 »	85 »	44 »	130 »	68 »
Espagne, Canaries et Maroc espag. . .	Pesetas . .	110 »	57 »	29 »	95 »	49 »	25 »	79 »	41 »	Pologne (1)	Zlotys . .	98 »	51 »	26 »	84 »	44 »	23 »	71 »	37 »
Italie et colonies ital. .	Lire	236 »	122 »	62 »	202 »	104 »	53 »	171 »	88 »	Portugal	Fr. franç.	250 »	128 »	65 »	215 »	110 »	56 »	178 »	92 »
Luxembourg	Fr. luxemb.	335 »	172 »	88 »	289 »	149 »	76 »	240 »	124 »	Suisse (1)	Fr. suisses	55 »	28.50	14.50	48 »	24.75	13 »	40 »	20.50

(1) En Pologne et en Suisse les règlements peuvent être exécutés par chèque postal polonais et chèque postal suisse respectivement aux comptes P. K. O. Varsovie N° 14.390, pour la Pologne, et IVB 557, Les Brenets, pour la Suisse.

Tous les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois. — Les demandes de renouvellement doivent être accompagnées d'une bande. Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées d'une bande et de la somme de UN franc en timbres-poste. Règlement par mandats, chèques postaux (compte 2101, Paris) ou chèques à l'ordre de "L'Illustration".

ÉTATS-UNIS. — Entered as second class matter January 27 1903, at the Post-Office, at New York, N. Y. under Act of March 3, 1879.

LA SEMAINE CAMIQUE, par Cami.

Voir la suite de la "Semaine Camique" page II des Annonces.



ARITHMÉTIQUE

— Triste époque ! Toutes ces querelles de partis ! Et par-dessus le marché cette baisse de la natalité !

— Oui, trop de « divisions » et pas assez de « multiplications » !



PROJET POUR 1937

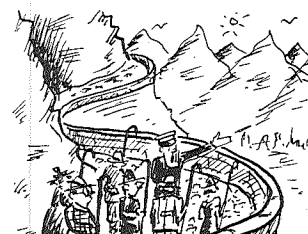
En prévision d'un été 1937 aussi pluvieux que celui-ci, pourquoi ne pas adapter un immense parapluie à la tour Eiffel pour abriter les visiteurs ? Après la Grande Roue le « Grand Pépin » !



MATHUSALEM RÉCLAME

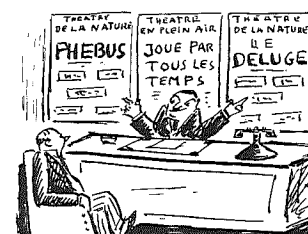
— Savez-vous, Mathusalem, qu'on vient de donner la Légion d'honneur à une centenaire ?

— Alors, j'espère bien qu'on va me nommer grand officier à titre posthume !



HAUTE CURIOSITÉ

LE GUIDE. — Et d'ici, mesdames et messieurs touristes, vous allez pouvoir entendre notre fameux « écho-polyglotte », ainsi nommé parce qu'il répond dans toutes les langues !



PRÉVOYANCE

— Vous ne craignez pas le mauvais temps pour votre théâtre de la nature ?

— Non. S'il fait beau je joue *Phébus*, tragédie caniculaire, et s'il pleut *le Déluge*, avec pluie naturelle !

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant la première partie d'un nouveau roman : JESUSA DE GUIPUZCOA, par Georges Barbarin.

94^e ANNÉE

N° 4875

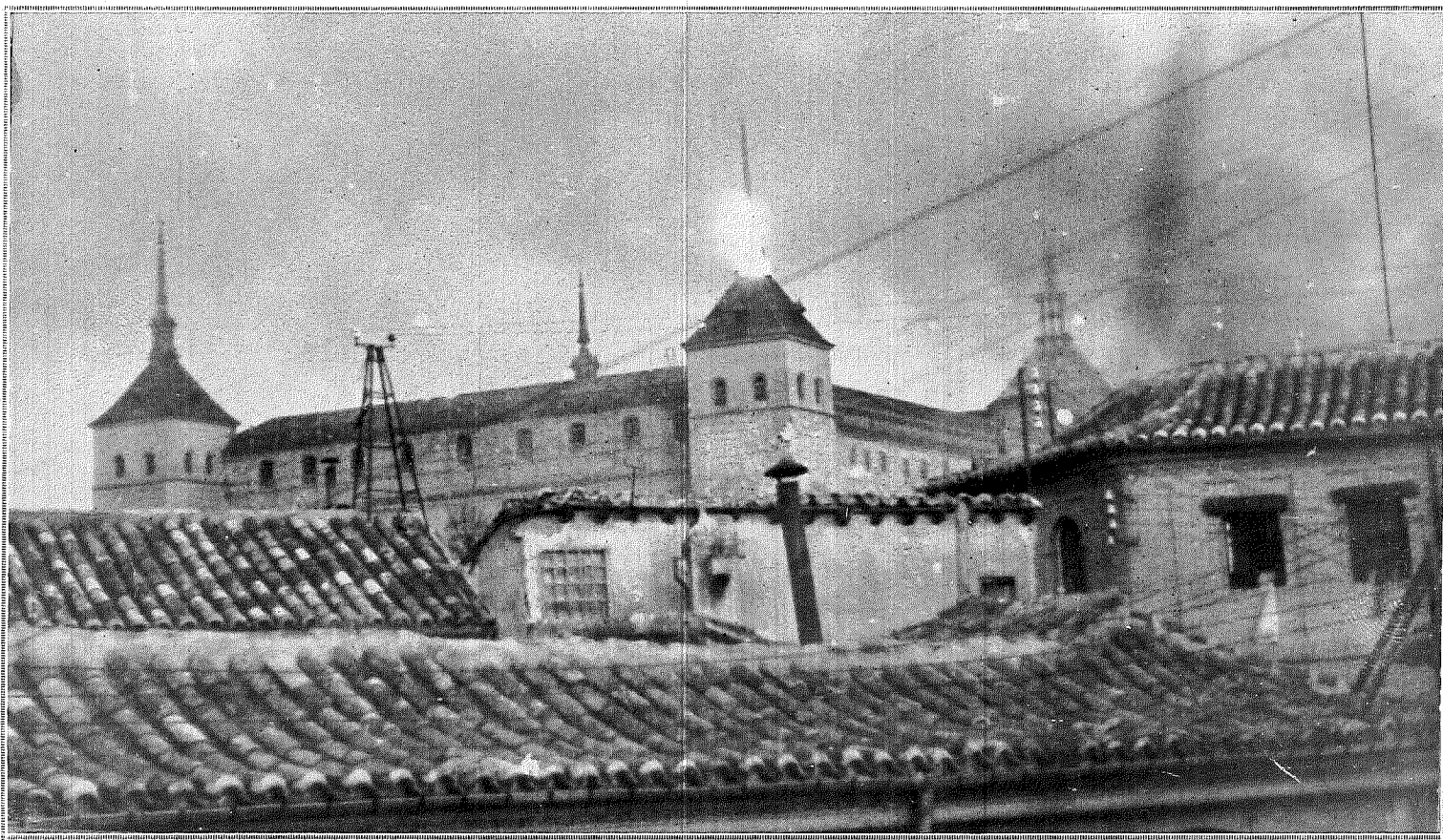
L'ILLUSTRATION

8
AOUT
1936

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



L'Alcazar en flammes.



Combattants du Front populaire à l'attaque de la place Zocodever.
LA LUTTE A TOLEDE ENTRE GOUVERNEMENTAUX ET INSURGÉS

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

La guerre fratricide qui multiplie les drames et les ruines sur l'ensemble du territoire espagnol demeure aussi confuse qu'angoissante. La situation militaire n'évolue qu'avec une extrême lenteur, aucun des belligérants ne disposant jusqu'à ce jour de la supériorité de moyens et d'effectifs qui lui permettrait d'imposer sa décision à l'adversaire. Chacun, après des engagements où ne semblent avoir pris part que des forces très limitées, procède à des regroupements et à des consolidations de position. De part et d'autre, en somme, on se prépare à des opérations plus étendues, mais l'impression des informateurs de presse sur les divers fronts est qu'il faut nous attendre à une guerre d'usure, dans l'épuisement réciproque des munitions — à moins que cette situation, uniquement espagnole dans sa première phase, ne soit transformée soudain par des complications extérieures.

Car voilà bien le grand péril qui menace la paix de l'Europe au moment où une détente internationale s'affirmait par les adhésions de l'Allemagne et de l'Italie à la conférence à cinq. Le caractère particulier de cette guerre civile, où s'affrontent, avec des résolutions implacables, marxisme et nationalisme, risque de faire de l'Espagne un champ clos où s'opposeraient des dogmes en armes. Chacun des partis escompte des soutiens étrangers, et il est d'une tragique évidence que l'ingérence déclarée ou masquée de l'un quelconque des pays d'Europe dans les affaires espagnoles entraînerait automatiquement des interventions contraires et que l'on irait vite à une conflagration générale, souhaitée peut-être par les belligérants. La question de ce grand risque a fait pendant tous ces jours, dans les pays directement intéressés, le thème des débats politiques et de l'activité diplomatique. Il ne faut pas se dissimuler que la présence actuelle dans les eaux espagnoles de près de quatre-vingts bâtiments envoyés par les nations étrangères pour assurer la protection de leurs ressortissants, de même que la situation délicate de Tanger, où s'abritaient naguère encore plusieurs unités fidèles au gouvernement espagnol, peuvent faire naître des incidents dont on ne saurait prévoir les conséquences. Mais, surtout, il y a la question du ravitaillement en armes, en avions, en munitions, par tolérance ou par contrebande. Et c'est là surtout qu'est, pour la paix de l'Europe, le grand danger.

Le gouvernement français, d'abord par les explications de M. Léon Blum et de M. Yvon Delbos à la commission sénatoriale des affaires étrangères le 30 juillet, ensuite par une déclaration du ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés, a tout en affirmant la légitimité de livraisons d'armes qui pourraient être faites au gouvernement légal de l'Espagne, affirmé une attitude de non-ingérence absolue afin de « ne point donner à d'autres Etats la tentation d'intervenir ». Ainsi prenait fin l'incertitude, dont s'étaient alarmés chez nous l'opinion publique et les milieux parlementaires, sur les intentions du gouvernement. Mais voici qu'au lendemain de cette déclaration on apprenait que des avions italiens, dont l'un se perdit en mer, dont deux autres échouèrent sur notre territoire africain, avaient été reçus dans la zone marocaine où s'exerce le pouvoir du général Franco.

On signalait aussi que sur le champ d'aviation de Tetouan se trouvaient des appareils portant la croix gammée. En raison de ces faits, une note de notre ministère des Affaires étrangères, revenant sur les déclarations faites à la Chambre, a précisé qu'au cas de fournitures d'armes aux belligérants par des pays étrangers la France reprendrait sa liberté d'appréciation. En même temps, le gouvernement français adressait un pressant appel aux principaux gouvernements intéressés pour que soient promptement adoptées et rigoureusement observées, au regard de l'Espagne, des règles communes de non-intervention.

Une autre idée se développe, d'autre part, dans l'atmosphère diplomatique. On se demande si une tentative commune ne pourrait pas être faite pour abréger un conflit qui menace de conduire l'Espagne au suicide. Mais l'acharnement implacable de cette lutte, où s'affrontent furieusement des mystiques, où les belligérants ne se font point quartier, où de part et d'autre se multiplient les arrestations et les exécutions sommaires, laisse bien peu d'espoir dans une intervention.

Ajoutons que les divisions internes des partis en guerre et la menace que laissera planer sur les lendemains de cette lutte la détention d'armes par des masses irresponsables et fanatisées ajoutent aux inconnues d'une tragédie dont, pour l'instant, les autres pays de l'Europe doivent souhaiter d'éviter les terribles atteintes.



Fenêtres d'une maison de Tolède protégées par des matelas et d'où tiraient les miliciens populaires.

VISIONS DE GUERRE CIVILE

Notre collaborateur Geo Ham, dont on n'a pas oublié le si vivant reportage dessiné en Ethiopie, a pu se rendre en avion à Madrid. Il y a séjourné du 25 au 29 juillet, mêlé aux scènes de la rue et poussant son enquête jusqu'aux avant-postes gouvernementaux dans la Somosierra.

Aux dessins et photographies que l'on trouvera dans les pages de ce numéro, les impressions, notées sur place, de Geo Ham donneront des commentaires spontanés et sans complaisance pour l'un ou pour l'autre parti. Ces tableaux et scènes crayonnés ou notés par un observateur objectif sont des documents aussi nets que des visions saisies par la camera cinématographique. Nous reproduisons cette information sans littérature, dans son caractère d'instantané, comme nous nous ferons un devoir de reproduire tous les témoignages directs qui nous parviendront, d'un côté ou de l'autre, sur cette affreuse guerre.

DES FRANÇAIS A MADRID

Samedi, 25 juillet. — Dès que nous volons sur l'Espagne nous sommes saisis par l'état de somnolence du pays. Sommeil de mort. Aucun roulage sur les routes. Les agglomérations paraissent vides d'habitants. Les trains semblent figés dans les gares et quand sur une ligne on voit une rame se mouvoir, c'est un convoi sanitaire portant de larges croix rouges sur ses toitures. Les usines, arrêtées, ne fument plus. Les chantiers sont déserts. Dans les villes, les casernes seules s'animent. Il y a là des camions, des autos, des



Miliciens tirant d'une fenêtre, à Tolède.

caissons autour desquels s'affairent des groupes. Si nous piquons légèrement sur ces casernes on voit tout le monde s'enfuir. La fumée, qui ne marque plus la vie des usines, sort de quelques églises.

Nous survolons Guadalajara, le champ d'aviation et son hangar de dirigeable. Aucun appareil. Dans la gare se meut, seule, une rame de wagons-citernes.

Alcala de Henares : à droite, feu de joie ou brasier devant une église. Sur les places, personne.

A une dizaine de kilomètres avant Madrid, le grand terrain international de Las Baradjas. On voit des bimoteurs Douglas de transport, appartenant aux lignes espagnoles ; en plus, un Nieuport-72, avion de chasse de modèle français, dont les ailes sont rayées de rouge, signe des communistes, trois Douglas, un Fokker trimoteur et aussi le « Lockheed-Orion » du gouvernement français, venu chercher le nouvel ambassadeur d'Espagne en France.

A notre grande surprise, Madrid, d'où nous nous attendions à recevoir des balles, nous est apparue calme, si calme même que, malgré les interdictions qui nous avaient été annoncées au départ, nous n'avons pas hésité à survoler la ville pendant une dizaine de minutes.

Nous nous posons à Las Baradjas. L'avion est entouré par des miliciens, fusils croisés, baïonnette au canon. Deux officiers du contrôle sont là, revolver en main. Au-devant de nous arrive la voiture du consulat de France. L'un des agents du consulat est venu d'urgence pour nous couvrir et nous apporter le brassard tricolore. Immédiatement, la fouille. Réception correcte, au surplus, cordiale même dès que l'on apprend que nous sommes Français. Nos appareils de photo et de cinéma n'en sont pas moins mis sous scellés, et le commandant de l'aéroport, l'as Navarro, nous fait observer gentiment que nous sommes en état d'infraction. Il hospitalisera notre avion, en déclinant toute responsabilité sur son sort, le terrain pouvant être bombardé par les insurgés d'un instant à l'autre. Départ pour le consulat. En route nous traversons de petits villages où les habitants nous saluent du poing. Nous passons devant des églises portant à leurs flèches des drapeaux rouges. Des traces d'incendies se marquent sur les larges surfaces peintes à la chaux.

Nous arrivons par le quartier ouvrier de Madrid ; toutes les fenêtres sont pavoisées de drapeaux rouges et d'enseignes soviétiques. A l'ambassade, nous trouvons un groupe anxieux de compatriotes qui nous accueillent avec joie et nous demandent des nouvelles de France. Le consul, M. de Neuville, nous fait une réception chaleureuse.

A Madrid, la vie est complètement arrêtée, les magasins sont fermés. Quelques rares cafés ou magasins d'alimentation, seuls ouverts, sont peuplés de gens en armes. Dans la rue, nous croisons des voitures dont le toit est couvert de matelas et d'édredons protecteurs et toutes, portant emblèmes et inscriptions de partis politiques, sont surchargées de miliciens prêts au tir.

On nous remet nos sauf-conduits et on nous prête une voiture du parti communiste avec, bien entendu, une garde de miliciens qui s'installe sur le toit et les ailes. Nous nous rendons au lycée français. Au-dessus des bâtiments claque le drapeau tricolore. Après les journées tragiques des 20, 21 et 22 juillet, nos compatriotes — ils sont 3.000 à Madrid — affluèrent à l'ambassade. En l'absence de l'ambassadeur, ils furent adressés à notre consul, M. de Neuville. La disposition et les proportions de l'ambassade de France ne lui permettaient ni de servir de refuge ni de soutenir un siège. Elle ne pouvait, en un mot, s'organiser comme se sont organisées les ambassades américaine et britannique. Il a fallu avoir recours au lycée français, où 300 de nos compatriotes en péril, hommes, femmes, enfants, ont pu être recueillis.

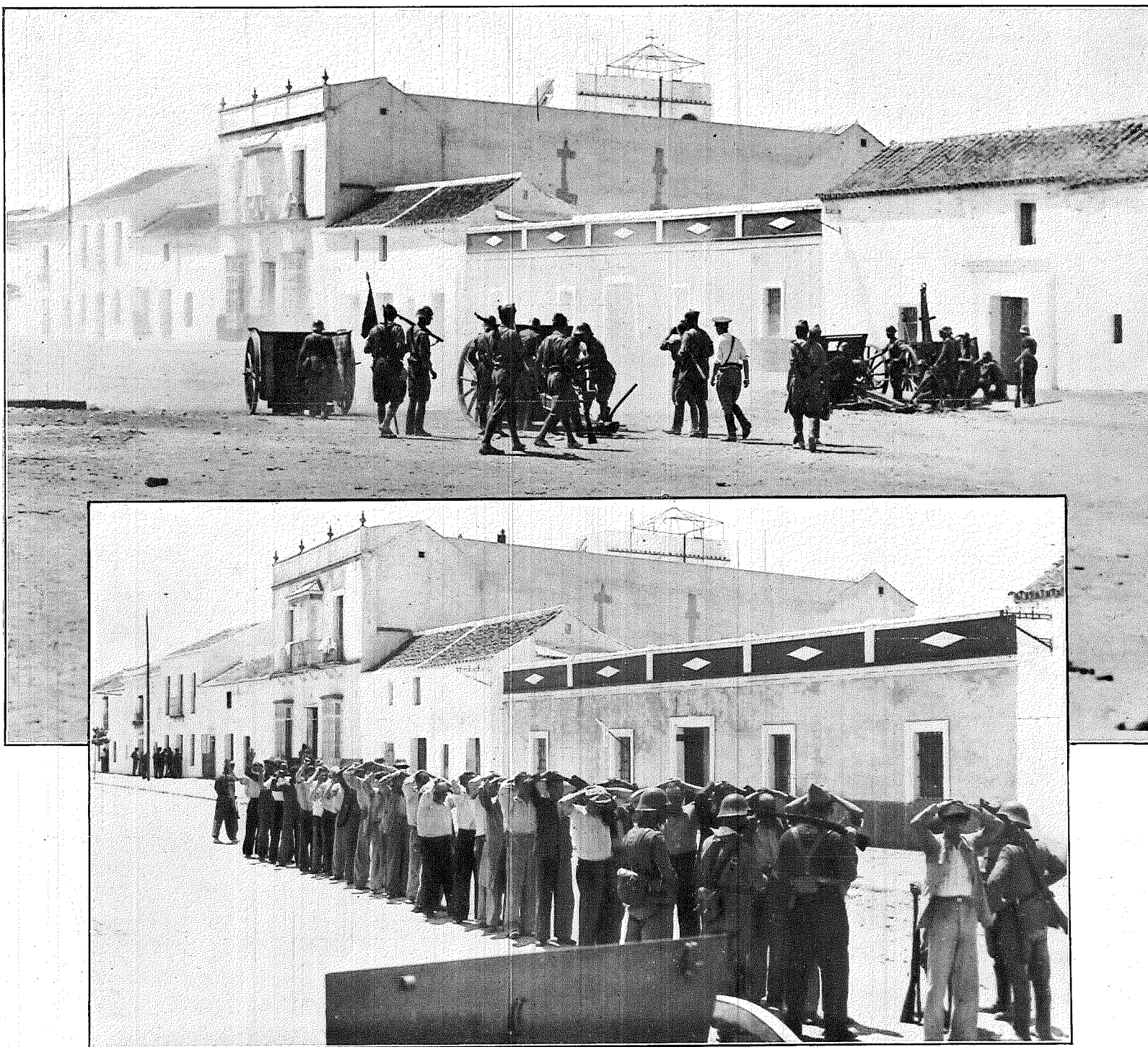
Dimanche, 26. — Nous nous rendons à la caserne de la Montana, qui vient d'être reprise, au cœur de la ville. Devant l'entrée, il y a des traces très nettes d'éclatement d'obus. On a tiré d'une place plus bas. Dans la cour, nous assistons à des enrôlements de miliciens de tous partis. Ce qui domine, ce sont les très jeunes gens entre seize et dix-huit ans.



A Madrid : la cour de la Montana après la reprise de cette caserne par les gouvernementaux.



A Barcelone : carmélites arrachées à la tombe et exposées sur le parvis d'une église.
CENT ANS APRÈS GOYA : ESPAGNE 1936



DU COTÉ DES INSURGÉS. — Le bombardement d'Utrera (à 30 kilomètres de Séville) et la fouille d'un groupe de communistes prisonniers (les mains sur la tête pendant qu'on les désarme).



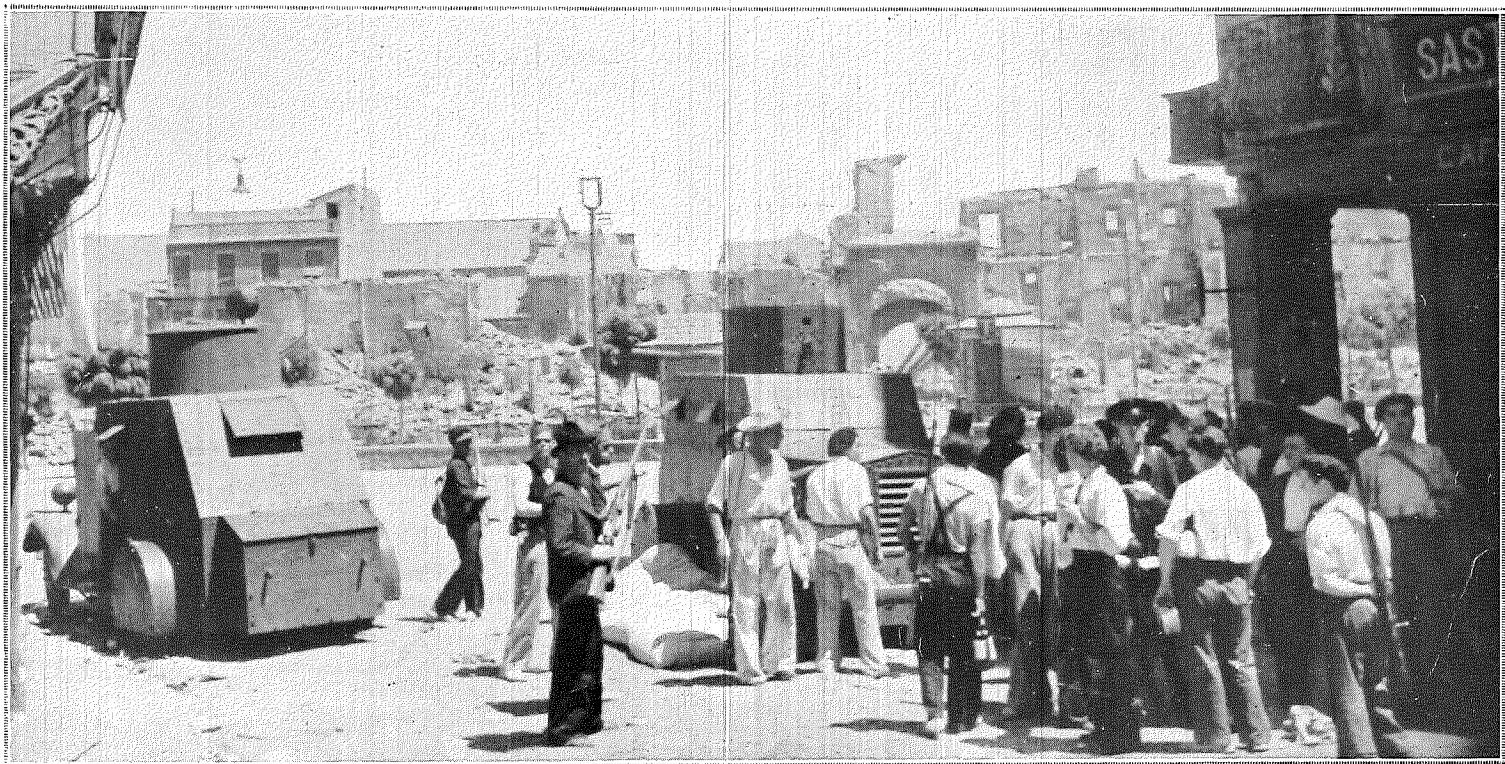
DU COTÉ DES GOUVERNEMENTAUX. — Une mise en batterie par des artilleurs et des hommes de la milice populaire aux environs de Guadalajara.
DANS LE SUD ET DANS LE NORD DE L'ESPAGNE



L'initiation au maniement du fusil.



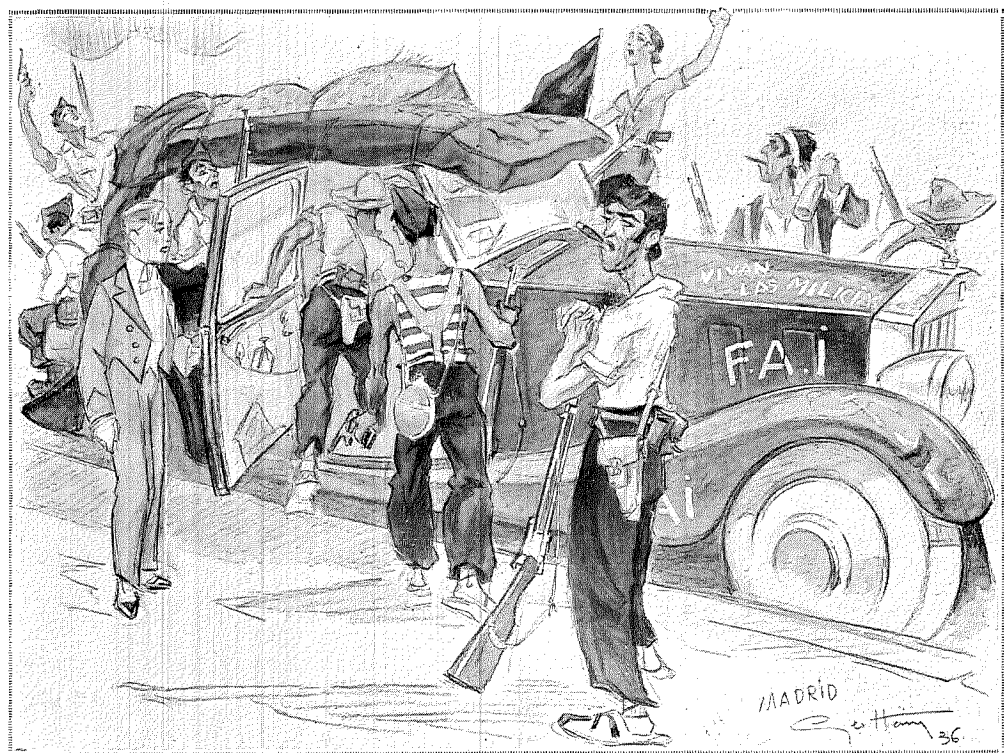
En famille dans la cour de la caserne de la Montana.



Autos gouvernementales et miliciens dans une petite ville bombardée de la sierra Guadarrama.

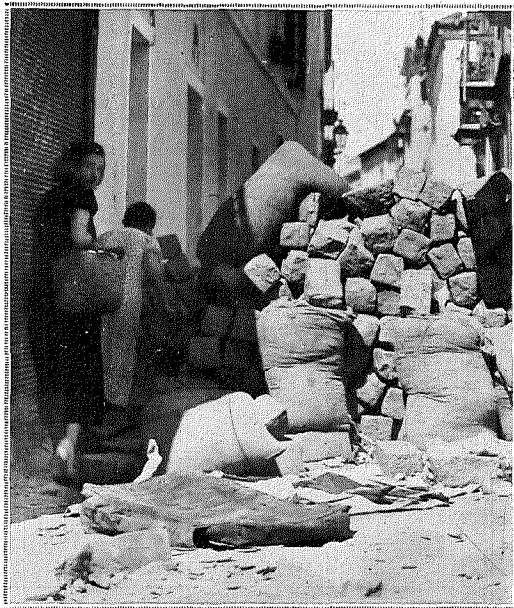


Un poste de carabiniers et de soldats fidèles au gouvernement.



Devant le grand café « Molinero » un groom bien stylé ouvre la porte de la voiture matelassée à des volontaires. — Dessin de GEO HAM.

A MADRID ET SUR LE « FRONT »



Une barricade à Séville.

Que faire le soir ? Nous traînons dans un quartier de maisons de danse. L'une est ouverte. A la porte, deux sentinelles croisent leurs fusils, qu'ils relèvent quand on les assure que nous ne sommes pas armés. Nous trouvons une salle bondée de miliciens, ce qui évoque certains tableaux de notre Commune de 1871. Sur une estrade mal éclairée, de pauvres filles dansent aux castagnettes tandis que l'auditoire armé scande *l'Internationale* sur les tables avec des crosses de revolvers.

MADRID ROUGE ET NOIRE

Lundi, 27. — De la terrasse du Molinero, nous avons été témoins d'une perquisition. Nous étions là entourés de miliciens où se mêlaient des jeunes filles de treize à quinze ans armées de brownings. Ces amazones, jolies et débraillées, comparaient les longueurs de leurs parabellums, de leurs brownings et jetaient négligemment sur la table des poignées de cartouches. Deux d'entre elles nous ont montré des photographies tirées de leur corsage. Elles y sont représentées le fusil à la main et le pied posé sur un cadavre.

Et voici l'autre spectacle : un septuagénaire, courbé par l'âge, teint basané, grande chevelure blanche, besicles d'or, aspect d'un bon grand-père qu'on aurait mieux vu jouer avec ses petits-enfants, conduisait, armé d'un immense parabellum, une quinzaine de miliciens. Avec sa troupe, il s'arrête à l'entrée d'un immeuble devant notre café. Le concierge sort. On lui donne l'ordre de faire fermer deux ou trois fenêtres restées ouvertes. Les miliciens se déploient devant la porte. Mais voici que retentit la sirène d'une auto surgissant avec, sur son capot, un immense drapeau britannique. De la voiture sort le consul anglais, qui vient sauver ses ressortissants en péril dans l'immeuble. Après un instant, nouveau coup de klaxon. Seconde voiture : c'est le consul suisse qui vient à son tour protéger ses nationaux. Après quoi un groupe de miliciens montent aux étages et nous les voyons peu après sortir de la maison, poussant devant eux un tout jeune homme livide. D'autres miliciens se joignent à l'escorte. L'un d'eux nous explique qu'ils vont conduire leur prisonnier à la « Casa del Campo », surnommée, depuis la guerre civile, le « Jardin des supplices ».

Le « Jardin des supplices » d'aujourd'hui, c'est, non loin de l'ancien palais royal, ce parc à la végétation luxuriante où l'on faisait récemment encore de très agréables promenades. Je me suis rendu devant ce lieu clos et gardé, et j'ai stationné un moment devant la grille verte et or. J'ai vu arriver en trombe des voitures qui se sont engouffrées dans cet endroit de mystère et de drame. J'ai perçu le bruit des mitrailleuses et le claquement sec des revolvers. L'autorisation de pénétrer sous ces frondaisons tragiques est rigoureusement refusée.

Ce même lundi, dans la soirée, par une chaleur torride, nous obtenons d'être conduits dans l'un des principaux parcs d'artillerie aux environs de Madrid. Nos gardes — des anarchistes — nous accompagnent. Devant nous roule une voiture communiste. Soudain nous la voyons freiner

brusquement. Nous distinguons cinq ou six miliciens qui l'occupent. La portière s'entr'ouvre, un cadavre est jeté à toute volée sur la route. Nous stoppons. Nos gardes du corps examinent le mort. C'est un jeune homme, un ouvrier. Tué dans la voiture, il a reçu une balle dans les reins, une autre dans la gorge. Ceux qui l'ont jeté sur la route sans le voir sur place pour nous demander les raisons de notre curiosité. Nos gardes ont répondu que nous étions des aviateurs français. Les exécuteurs nous ont alors expliqué que l'homme tué était fasciste.

Au parc d'artillerie, le commandant délivre les armes réclamées par le ministère de la Guerre. Il a la tâche difficile de résister aux demandes des anarchistes, qui, d'ailleurs, trouvent à s'approvisionner au siège de leur parti. Il reconnaît que les pouvoirs sont dépassés par les événements et c'est un son de cloche que nous entendons souvent durant notre séjour à Madrid, où, à mi-voix, les loyalistes raisonnables déplorent les excès et les cruautés inutiles. Le pouvoir légal est peu de chose auprès des pouvoirs de fait. Il semble que le socialisme soit devenu la droite et le communisme le centre. La gauche, qui déborde tout, ce sont les anarchistes, les tenants de la Fédération anarchiste ibérique. Le vrai pouvoir est dans les manœuvres de la droite.

On a l'impression d'un immense désordre et d'un gaspillage inouï. Des enfants armés, des miliciens sillonnent les rues dans de fortes voitures de luxe, celles qui consomment le plus d'essence, et pourtant les réservoirs sont près de se tarir. Il en est de même de l'approvisionnement en vivres. Les miliciens trouvent leur subsistance dans les restaurants et les hôtels en échange de bons de réquisition auxquels ceux qui les reçoivent n'accordent aucun prix.

On n'imagine pas à quel point les très jeunes gens, les adolescents, ont porté la guerre civile. Les autorités voudraient empêcher les exécutions sommaires. Mais le gouvernement ne gouverne pas la rue. Je ne sais si de l'autre côté, chez l'adversaire, c'est mieux ou pire. Je ne puis parler que de ce qui se passe ici et de ce que je vois.

AU FRONT DE SOMOSIERRA

Mardi, 28. — En empruntant la route de Madrid à Burgos nous sommes montés au front nord-ouest à Somosierra. Notre voiture est dépassée par des cars portant des troupes qui chantent *l'Internationale* et nous saluent du poing levé : « Camarados !... » Cars au toit protégé de matelas et dont chacun est une petite forteresse roulante hérissée d'armes. Nous sommes croisés aussi par des voitures d'ambulance, fourgons, camionnettes portant l'insigne sanitaire, qui redescendent sur Madrid. Les blessés ont de sombres visages, douloureux, olivâtres et sanglants, avec le fort relief des personnages de Goya. En opposition déconcertante, des infirmières volontaires montrent des lèvres passées au rouge et des



Un insurgé blessé à Burgos.

figures poudrées. Le souci de la coquetterie féminine domine les affres du drame. Nous traversons deux ou trois villages où les paysans répètent le geste communiste. Pourtant, à l'occasion d'un arrêt pour renouveler notre huile, des propos que nous échangeons avec des ruraux oisifs — car les cultures sont abandonnées — il semble bien que nous discernions chez eux un sentiment d'horreur pour cette guerre et un profond désir de paix qui les rendrait à leur travail des champs.

Sur le terrain des combats se trahissent des fautes militaires énormes, par exemple ces groupements désordonnés de voitures jusqu'à l'embouteillage. On sent l'absence de vrai commandement militaire. Les éléments de l'armée improvisée sont en général d'une trop grande jeunesse et d'une totale inexpérience. Il y a évidemment une insuffisance de cadres et, parmi les officiers, certains ont pris leur service par contrainte et pour éviter le pire. Après le village de la Cabrera où se trouve une cohue de camions, de véhicules composites, nous nous engageons dans les premiers cols du groupe de la Somosierra. Un passage de fortune remplace un pont coupé. Après avoir cheminé sur une pente abrupte où des mitrailleuses se dissimulent dans les anfractuosités rocheuses, nous arrivons sur la crête de Garganla de los Montès, où se trouve une batterie d'artillerie gouvernementale, canons de 105 construits sur licence anglaise. Je chemine parmi des caissons qui paraissent assez démunis de munitions. Le silence sur le front est presque total.

Dans les airs, on voit de temps à autre passer des avions de l'un ou de l'autre parti, et c'est alors une débânde générale. Nous remarquons un Douglas gouvernemental dont les ailes d'argent sont barrées de rouge. Il lance quelques projectiles sur les positions adverses. Les crêtes se couvrent de fumée et quelque animation se manifeste. Parmi les gouvernementaux, à l'équipement disparate, certains portent le casque soviétique rouge orné de l'étoile blanche.

En rentrant à Madrid par les quartiers populaires, nous retrouvons la foule armée vociférant et gesticulant. L'impression de guerre est plus dans la ville que sur les fronts. Près du consulat, nous percevons le bruit d'une vive fusillade et nous voyons une panique de gens qui courent s'abriter sous les porches. Nos gardes font stopper la voiture, descendent en arrêtant leurs armes et se mettent à l'affût derrière les arbres ou les réverbères. La fusillade redouble et personne ne sait contre qui ni contre quoi l'on tire. Un milicien affirme que, derrière une porte, se trouve réfugié un groupe de fascistes. On enfonce la porte, il n'y a personne. Une voiture chargée de mitrailleuses passe et gaspille au hasard une bande dont les balles claquent sur les façades. Au consulat, nous trouvons un groupe de Français qu'alarme ce bruit de bataille. Nos compatriotes espèrent toujours qu'on va leur annoncer la formation du train international qui évacuera femmes, enfants, malades.

DERNIÈRES HEURES

Mercredi, 29. — M. Corsini, secrétaire de l'ambassade de France, se dévoue sans compter. Il fait pour nous les démarches au ministère de la Guerre espagnol. Dans l'immeuble occupé par ce ministère, nous avons eu le spectacle pathétique de pauvres vieilles femmes en mantille noire apportant des vivres à leurs fils arrêtés et dont elles ne savent pas qu'ils ont été exécutés. Ces vivres seront consommés par d'autres que par leurs destinataires. Également, j'ai vu, dans les bureaux de partis encombrés de munitions, d'autres créatures en larmes, épouses, mères, sœurs, cherchant à s'informer du sort de leurs mari, fils, frères enrôlés dans les milices et jetés au combat. Des angoisses, des larmes, des deuils.

Jeudi matin, 30. — Nous avons repris la route aérienne de France. Nous ramenons à bord le courrier de notre ambassade, avec deux cents lettres de nos nationaux. Et l'on nous a confié une précieuse passagère : une Française tout près d'être mère et dont la santé, ébranlée par tant d'heures tragiques, imposait le transport immédiat sous d'autres cieux. Quand je lui ai montré, à l'horizon, la ligne des Pyrénées et que ma voix, dominant le bruit du moteur, lui cria : « France ! » cette femme a pleuré.

GEO HAM.

Courrier de Gibraltar, espagnol,

espagnol,

Jaime-I^{er} (esp.),

espagnol,

français,

espagnol,

anglais.



Vers 19 heures, au moment où le croiseur *Jaime-I^{er}* (dont l'équipage avait tué ou mis aux fers certains de ses officiers) arrivait dans la baie, un avion insurgé lui jetait deux bombes, sans résultat. Deux contre-torpilleurs espagnols quittaient alors le port tandis que le *Jaime-I^{er}* débarquait les blessés qu'il avait à bord.

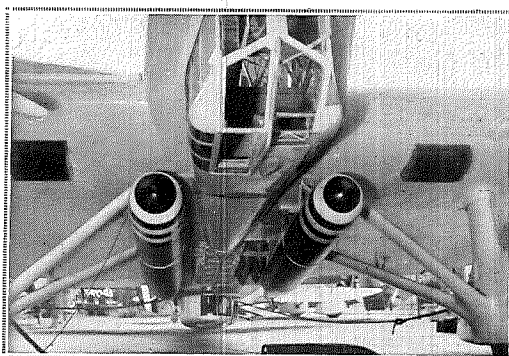
NAVIRES ESPAGNOLS ET DE NATIONS DIVERSES EN RADE DE TANGER LE 21 JUILLET.

Phot. Paul Servant.

AVIONS MILITAIRES ITALIENS AU MAROC FRANÇAIS

Le 30 juillet, à 11 heures, les baigneurs de la plage de Saïdia (Maroc français), à quelque 15 kilomètres dans l'ouest de la Moulouya, voyaient venir de la mer un grand avion blanc dont les trois moteurs s'arrêtaient aussitôt; l'équipage de l'appareil, sans doute à bout d'essence, tentait évidemment un atterrissage de fortune; celui-ci dégénérait en catastrophe. Des débris on retirait deux morts et trois blessés, dont l'un succombait bientôt; l'identification des victimes était facile puisque le rôle d'équipage fixé à bord la précisait: officiers et sous-officiers de l'aviation militaire italienne.

Un second avion semblable, qui était apparu au



Armement d'un trimoteur Savoia S-81.

En haut, le poste d'observation et de visée du bombardier; en arrière (entre les deux torpilles), les lance-bombes chargés; enfin, la tourelle inférieure à deux mitrailleuses.

même moment, prolongeait son vol vers l'est presque jusqu'à la Moulouya, mais devait se poser — intact — en territoire français. Pendant même qu'on retirait ce trimoteur plus loin de la mer et qu'on s'assurait des six hommes d'équipage — également officiers et sous-officiers italiens — un troisième avion du même type venait jeter sur la plage un paquet de vêtements de légionnaires espagnols et un message invitant l'équipage à revêtir cet uniforme afin de pouvoir se donner comme des légionnaires égarés.

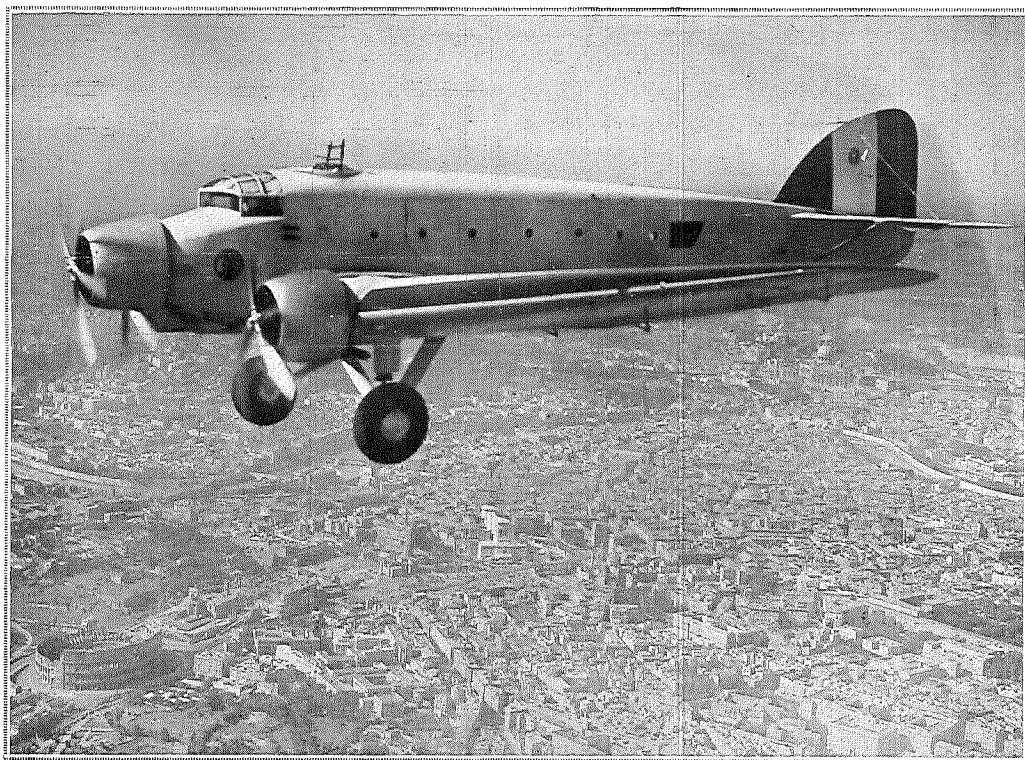
On apprenait bientôt qu'un avion de la compagnie belge « Sabena » avait identifié un autre appareil posé en mer au large d'Oran; il devait être impossible aux embarcations de sauvetage de retrouver cet avion, mais l'équipage belge assurait qu'il s'agissait d'un trimoteur Savoia S-81.

Tel était bien, en tout cas, le type des deux



« AQUI RADIO BARCELONA !... »

C'est rue Geoffroy-Marie, dans la salle d'un petit café catalan que fréquentent des Espagnols sans passions partisans, des Espagnols qui, en raison de leurs emplois ou de leurs affaires, résident à Paris. Depuis le premier jour de la guerre civile, il y a dans ce groupe de compatriotes de cruelles inquiétudes sur le destin de leur patrie et sur le sort, là-bas, de leurs parents, de leurs amis. Le petit café possède un poste de radio. On met les lumières en veilleuse. Et quand on perçoit : « Atención. Aquí Radio Barcelona !... » chacun, avec une émotion poignante, attend les nouvelles. — Dessin de J. SIMONT.



Un trimoteur S-81 (du type de ceux qui ont dû se poser au Maroc) en vol au-dessus de Rome.

appareils restés en territoire français. Or, ce type est le plus récent et le plus puissant des bombardiers construits en série pour la Regia Aeronautica italienne : monoplan de 24 mètres d'envergure à trois moteurs de 750 CV chacun, capable de transporter sur 1.200 kilomètres — à la vitesse de croisière de 280 km.-h. — une charge de bombes de 1.800 kilos.

Il a été établi que les deux avions tombés entre nos mains provenaient d'escadrilles italiennes constituées et que leurs cocardes et signes d'immatriculation avaient été masqués par la peinture blanche dont les appareils avaient été récemment recouverts ; ces avions militaires, armés de quatre mitrailleuses, pourvus de leurs lance-bombes et chargés de caisses de munitions, voyageaient donc, au mépris des règlements nationaux et internationaux, sans aucun signe d'appartenance nationale.

Il a été établi également, par l'interrogatoire des équipages, que l'escadrille dont ils faisaient partie s'était constituée sur un aéroport du Sud de la Sardaigne et y avait pris le départ, au matin du 30 juillet, pour gagner Melilla sans escale ; les vents, contraires pour trois des avions, en disposèrent autrement. L'aéroport sarde où s'était faite la concentration — et d'où il semble que soient partis vingt et un trimoteurs Savoia pour aider les troupes rebelles — avait été interdit à la circulation aérienne civile quelques

jours après qu'eut éclaté la rébellion espagnole.

Si vraiment dix-huit Savoia S-81, pourvus d'équipages, sont à la disposition du général Franco, il peut y avoir là un appoint militaire de la plus haute importance. En effet, cette petite escadre, à raison de vingt hommes armés par avion et par voyage, peut en trois jours porter aisément 5.000 hommes de l'autre côté du détroit ; elle peut ensuite les éclairer, ou même — par bombes explosives ou par ypéritage — faire le vide devant les troupes d'occupation. — H. B.

LE ROLE ET LA FIN DU GENERAL SANJURJO

Le lundi 20 juillet, le général Sanjurjo, surnommé le pacificateur du Maroc — qui résidait au Portugal où il s'était retiré en avril 1934 lorsqu'il fut amnistié par le gouvernement — s'embarquait à Santa Cruz à bord d'une avionnette qui devait le conduire à la tête des troupes insurgées. Quelques instants après le départ, l'appareil s'écrasait au sol, et le général était retiré carbonisé des décombres. La personnalité même de la victime donnait à cet accident une importance exceptionnelle dans les circonstances tragiques que traverse l'Espagne, ainsi que le précise cette correspondance.

Le lundi 20 juillet vers 4 heures, le général

Sanjurjo quittait la villa « Leocadia », où il était descendu, à Estoril, et se dirigeait, non loin de là, vers un champ, à Cascaes, où une avionnette venait le rejoindre. Après avoir fait ses adieux à sa femme et à de nombreux amis qui l'accompagnaient, le général prenait place dans l'appareil. Le décollage fut difficile et, presque aussitôt, après de vains efforts pour se maintenir en l'air, l'avionnette s'écrasa au sol. Le pilote put s'échapper, légèrement blessé ; mais le général Sanjurjo, enfoui au fond de la carlingue étroite encombrée de valises, ne put se dégager. Et l'animateur attendu de la révolte d'Espagne périt carbonisé.

Le général Sanjurjo, qui devait être le chef du mouvement insurrectionnel qui prit naissance au Maroc, ancien supérieur du général Franco, était une figure qui mérite d'être placée sous son jour véritable.

Né en 1872, Sanjurjo fit très jeune ses premières armes à la guerre de Cuba, où sa bravoure lui valut deux promotions successives. Au Maroc, où il eut la tâche de venger le désastre d'Anual, il conquiert ses lauriers au siège de Melilla et au fameux débarquement d'Alhucemas. Nommé haut commissaire du Maroc espagnol, il affirmait les qualités d'un émule de Lyautey. Le roi le fit « marquis du Rif ».

En 1931, alors qu'il commandait ce véritable corps d'armée qu'est la garde civile, le roi Alphonse XIII, troublé devant les succès des républicains aux élections, lui demanda s'il était toujours prêt à l'accompagner et à le défendre.

— Sire, je suis prêt à vous accompagner et à vous défendre... jusqu'à la frontière.

Et il tint parole.

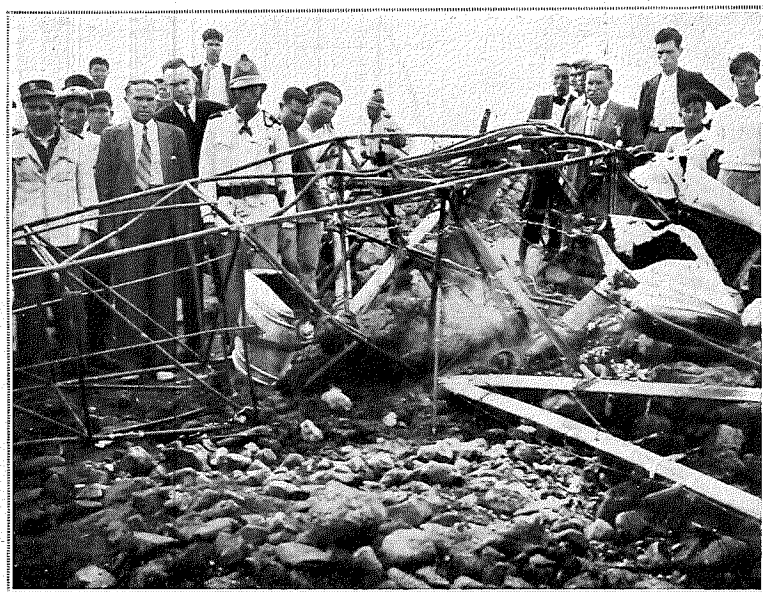
Condamné à mort par le conseil de guerre qui l'avait jugé après sa révolte du 10 août 1932, il avait vu la peine capitale commuée en condamnation à perpétuité, puis, finalement, il avait été gracié. Il menait à Estoril, petite plage des environs de Lisbonne, une vie apparemment paisible, entouré de quelques nobles espagnols qui étaient venus le rejoindre. Tel était l'homme qu'un accident horrible a réduit en quelques secondes en un brasier de chair, l'homme qui vécut et mourut comme un flambeau.

Au mois de février de cette année, il s'était embarqué à bord du navire allemand *General San Martin* pour un voyage d'un mois en Allemagne. Dans une interview qu'il donna à cette époque et qui fut publiée par *l'Ahora*, il déclarait notamment : « Je ne suis pas un conspirateur, je ne saurais pas l'être, je ne l'ai jamais été. Je ne suis qu'un homme qui se bat pour l'Espagne. » Et le général parlait au présent, en commençant ce voyage d'Allemagne...

Le général Queipo de Llano, chef de la révolte à Séville, a proclamé que le cadavre de Sanjurjo, embaumé et porté en triomphe, devait entrer à Madrid à la tête des troupes qui l'assiègent. On peut mesurer ainsi la perte que représente, pour le parti militaire espagnol, la mort tragique de Sanjurjo.



Le général Sanjurjo (un foulard blanc autour du cou) quitte le Portugal, en février 1936, à bord du transatlantique allemand *General San Martin* pour se rendre en Allemagne. — Phot. Serra Ribeiro.



La mort tragique du général Sanjurjo, carbonisé à Santa Cruz (Portugal) le 20 juillet dans l'avion qui allait le ramener en Espagne où il devait prendre le commandement des troupes insurgées. — Phot. « Noticias ».